



**JEUDI 22 MARS**

**10H30**

**PLACE DE LA RÉSISTANCE**

**TOUTES ET TOUS**

**ENSEMBLE**

**POUR NOS SERVICES PUBLICS !**

Dans la région quimpéroise comme partout, le service public est attaqué : suppression de classes, d'écoles, de 3 bureaux de poste en moins d'un an (Pluguffan, Ergué-Gabéric, Quimper-Saint Mathieu), de guichets publics, d'équipements culturels ; menaces sur l'accès à la justice de proximité ; sur le service public ferroviaire, qu'il s'agisse des trains du quotidien ou des grandes lignes, l'accessibilité de la pointe bretonne n'est plus à l'ordre du jour et la ligne Quimper-Landerneau-Brest à peine rénovée et inaugurée figure sur la carte des lignes à supprimer dans le rapport Spinetta...

Depuis l'arrivée de Macron à l'Élysée, c'est en arrière toute pour les droits sociaux : hausse de la CSG, baisse des APL, casse du droit du travail, du logement social, coupes brutales dans les dépenses publiques utiles, alors que les cadeaux fiscaux s'accumulent pour les plus fortunés et les multinationales, que les très riches sont toujours plus riches, tel Bernard Arnault, 4<sup>ème</sup> fortune mondiale avec un patrimoine de près de 60 milliards d'euros, soit environ 4 millions d'années de SMIC.

C'est de ce pillage par le capital des richesses produites par le travail que le président des riches veut détourner l'attention en s'en prenant aux retraités, aux cheminots, aux fonctionnaires.

Avec le programme « Action publique 2022 », il veut aller encore plus loin, baisser les budgets publics de 60 milliards d'euros, supprimer 120 000 emplois de fonctionnaires alors que les hôpitaux et les Ehpad appellent à l'aide, comme l'université, la culture, qu'il y a besoin de soignants, d'enseignants, de chercheurs...Et comment assurer la sécurité et la santé des populations, comment agir contre la grande délinquance financière et les 80 milliards d'euros d'évasion fiscale, sans doter les services compétents de moyens suffisants ?

Partout la présence humaine diminue, les usagers sont renvoyés à internet, ce qu'un rapport du Crédoc a qualifié de « *double peine pour les personnes en difficulté* » car cela renforce l'exclusion, qu'elle soit liée à la situation sociale, à l'âge, au handicap.

Pour lutter contre le changement climatique, sécuriser les déplacements, répondre aux besoins des usagers, de l'économie, il faudrait que l'État investisse dans le ferroviaire public, au contraire le président veut engager la privatisation de la SNCF. On sait ce que cela donnerait, on a l'exemple de l'électricité et des télécoms en France, du train en Grande-Bretagne : les usagers devenus « clients » paient au prix fort un service dégradé.

La France selon Macron c'est une société d'insécurité sociale généralisée, où la souffrance au travail et la précarité explosent, où des territoires sont délaissés, où la rentabilité du capital prime sur l'intérêt général.

Cette société-là, nous n'en voulons pas !

Une autre politique est possible, une politique de progrès social et écologique, assurant une vieillesse digne aux aînés et un avenir à la jeunesse, une sécurité d'emploi et de formation, le droit à la santé et à une protection sociale de notre temps, avec une prise en charge à 100% Sécu, le droit au logement.

Les moyens existent, entre autres la suppression des exonérations de cotisations patronales, la taxation des revenus financiers, la lutte contre l'évasion fiscale, un pôle public financier.

**La section du pays de Quimper du PCF appelle à soutenir les luttes des cheminots et de tous les salariés du secteur public et à participer nombreux à la manifestation qui aura lieu jeudi 22 mars à 10h30 place de la Résistance à Quimper pour exiger, personnels et usagers ensemble, des services publics de qualité, démocratisés, pour tous et dans tous les territoires.**